

# Éthique publique

Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale

vol. 6, n° 1 | 2004 :

Que reste-t-il du bien commun ?

Perspectives québécoises

---

## Le bien commun : une vision syndicale

FRANCE LAURENDEAU

---

---

### **Résumés**

Français English

Cet article souligne la contribution du syndicalisme à l'élaboration du bien commun en rappelant les luttes du passé, en analysant deux cas récents et en faisant part des grandes balises internationales qui devraient guider l'action syndicale. Il propose enfin quelques critères pour définir le bien commun.

This article tries to show the contribution of organized labour to the development of the common good by recalling the struggles of the past, analyzing two recent cases and referring to the key international principles by which action should be guided. It ends by proposing several guidelines for defining the common good.

---

### **Texte intégral**

- 1 Au cours des dernières années, le concept de bien commun a fait son apparition dans le discours public. Proposé par Riccardo Petrella, entendu en 1999 dans le film *Turbulences* de la cinéaste Carole Poliquin, le bien commun est devenu la voie à suivre pour contrôler la mondialisation néolibérale porteuse d'un accroissement des inégalités dans le monde. La même cinéaste en faisait récemment le titre d'un autre film sur l'appropriation privée de l'eau et du « vivant » par des entreprises à but lucratif. C'est sous le thème « Le bien commun comme réponse politique à la mondialisation » que se déroulait à Montréal en 2001 un colloque international organisé par le Centre études internationales et

mondialisation de l'université du Québec à Montréal. Le Centre de formation populaire en faisait le thème de son université populaire d'été en 2003. Il est aussi dans le thème de la journée du 1er mai 2004, « En colère et solidaires pour le bien commun ».

- 2 Comment le mouvement syndical perçoit-il cette question ? Quelle est sa définition du bien commun ? Comment estime-t-il avoir contribué au bien commun ? Sur quoi s'appuyer pour définir le bien commun ? Y a-t-il des normes universelles du bien commun ? C'est à partir d'exemples choisis à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) où je travaille depuis vingt ans que sera menée cette réflexion. Je rappellerai d'abord ce qui fait la raison d'être du mouvement syndical, je montrerai la contribution du syndicalisme à l'élaboration du bien commun en décrivant sommairement l'action syndicale au quotidien, en rappelant les luttes du passé et quelques grandes réalisations récentes et en revenant au discours de la centrale sur son projet de société. Je ferai aussi le lien avec les grandes balises internationales qui définissent les contours du bien commun. Je proposerai enfin quelques pistes de réflexion pour penser le bien commun en commun.

## **La défense des membres ou le bien commun au travail**

- 3 Seul face à son employeur, le travailleur est sans pouvoir. C'est l'union qui permet d'équilibrer les forces. Cette union (c'est d'ailleurs le mot anglais pour syndicat) exprime bien l'idée de collectivité, de communauté et de solidarité chère au syndicalisme. Aujourd'hui comme hier, un syndicat est un regroupement de travailleurs dans un établissement privé ou public qui a pour raison d'être d'assurer la justice par la négociation de règles de fonctionnement et de conditions de travail (les salaires, les heures de travail, les avantages sociaux, etc.). Ce regroupement est aussi un organisme à but non lucratif dont les membres désignent démocratiquement ceux et celles qui vont en assumer bénévolement la direction. Le syndicat ainsi constitué et dûment accrédité prélève des cotisations sur le salaire de ses membres pour assurer son fonctionnement.
- 4 L'histoire du mouvement ouvrier est riche de revendications qui ont contribué à améliorer les conditions de travail et de vie de la population québécoise d'aujourd'hui. Ces revendications historiques du mouvement ouvrier ont porté d'abord sur un salaire décent et sur la réduction des heures de travail, que l'on peut considérer comme les premiers pas significatifs pour contrer l'esclavage et l'exploitation éhontée dans les milieux de travail. Autrement dit, le syndicat a eu et a encore la responsabilité d'assurer le « bien commun au travail ».
- 5 Comment les syndicats se sont-ils acquittés de cette responsabilité ? L'histoire du syndicalisme nord-américain, dont sont issus les syndicats regroupés à la FTQ, est marquée par deux grandes orientations qui coexistent encore aujourd'hui. Dans la tradition des syndicats de métier de la fin du dix-neuvième siècle, c'est par le contrôle de l'offre de travailleurs de même métier que les syndicats ont pu construire un rapport de force avec l'employeur et ainsi augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs. Comme le dit Jacques Rouillard, « à l'exemple du marchand qui cherche à vendre sa marchandise au prix le plus avantageux, les travailleurs s'unissent en syndicats pour vendre leur force collective au meilleur prix possible ». Ces syndicats cherchent donc à obtenir leur part des richesses qu'ils contribuent à produire sans remettre en cause le système capitaliste. Déjà, ils se méfient de l'État et « délaissent l'action politique partisane<sup>1</sup> ». Bref, les syndicats s'occupent de défendre leurs membres pour leur assurer des conditions de vie décentes.

- 6      Comment cette orientation se traduit-elle aujourd'hui ? Comment les syndicats font-ils avancer le bien commun au travail ? Dans l'esprit d'assurer la défense des membres, de les représenter en leur donnant une voix, un contrôle sur leur vie au travail, les syndicats négocient et administrent des conventions collectives qui régulent les relations entre l'employeur et les travailleurs en vertu du Code du travail au Québec et d'autres lois semblables au Canada<sup>2</sup>. Ces deux fonctions exigent beaucoup d'énergie et de temps tant de la part de ceux qui assument des responsabilités syndicales bénévoles dans les divers comités syndicaux que du personnel permanent des syndicats qui soutient de sa compétence les élus locaux. Concrètement, leur tâche consiste à assurer le respect de la convention collective et à régler les conflits entre les membres et l'employeur. Ils ont par exemple à défendre un membre congédié, représenter un membre accidenté du travail à qui on a coupé les prestations, rencontrer l'employeur pour qu'il accorde un poste à une personne qui aurait dû l'obtenir en vertu de la convention collective, régler les litiges sur l'attribution d'heures supplémentaires, orienter un membre toxicomane en difficulté auprès des ressources compétentes et empêcher qu'il ne soit congédié, plaider un grief sur des mesures disciplinaires injustifiées devant un tribunal d'arbitrage, etc. Bref, les causes de litige sont infinies... et le travail syndical, jamais terminé. L'objectif de ce travail pratique, proche des membres, n'est autre que de maintenir le bien commun au travail en faisant respecter l'entente entre le syndicat et l'entreprise inscrite dans la convention collective ainsi que les lois universelles du travail comme la Loi sur la santé et la sécurité du travail et la Loi sur les accidents du travail et les lésions professionnelles.
- 7      Quels sont les résultats de cette action menée au jour le jour par une armée de bénévoles dans des milliers de lieux de travail ? Dans l'ensemble, l'action syndicale contribue au relèvement des salaires et des conditions de travail, à de meilleures assurances collectives, à des régimes de retraite plus généreux. Plus généralement, elle contribue à faire progresser la justice et l'équité au travail. Enfin, les conditions négociées exercent une pression à la hausse sur les salaires et les conditions de travail des établissements où les employés ne sont pas syndiqués.

## **L'action politique et sociale ou le bien commun général**

- 8      Cette action de défense des membres a été accompagnée très vite de revendications auprès des gouvernements. Dès la fin du dix-neuvième siècle, les syndicats sont actifs aux trois niveaux de gouvernement et revendiquent des lois pour la reconnaissance des syndicats, mais aussi des lois d'application universelle pour l'ensemble de la classe ouvrière. Jacques Rouillard rappelle que l'histoire syndicale est riche en actions qui ont contribué au bien-être du plus grand nombre : « Les lois de sécurité sociale dont nous jouissons aujourd'hui sont, pour une large part, le résultat de pressions exercées par les organisations syndicales. Le reproche qu'on adresse souvent à celles-ci de limiter leurs efforts à la négociation de contrats de travail avantageux pour leurs membres n'est donc pas fondé. Dotées dès la fin du 19e siècle de structures d'interventions auprès des pouvoirs publics en vue d'infléchir la législation dans le sens d'une meilleure protection sociale et d'une plus vaste répartition des bénéfices du progrès industriel, leurs revendications visent la défense et la promotion sociale de l'ensemble des travailleurs, syndiqués et non syndiqués<sup>3</sup>. »
- 9      Ce sont les organismes « destinés à représenter les travailleurs aux trois niveaux de gouvernement », comme le Congrès des métiers et du travail du Canada fondé en 1883 et

les conseils centraux de Montréal (1886) et de Québec (1889), qui se font les porte-parole des syndicats qu'ils regroupent sur les questions politiques et sociales : « Éveillés à l'action politique, les travailleurs s'avisent que la solution de plusieurs de leurs problèmes passe par l'adoption de lois de la part des pouvoirs publics. Leurs réclamations vont dès lors bien au-delà de l'amélioration du sort économique des syndiqués pour toucher tous les domaines de la vie en société : droits politiques, santé publique, appareil judiciaire, droit à l'éducation, etc. Cette démarche montre qu'ils ont à cœur l'avancement de la classe ouvrière dans son ensemble<sup>4</sup>. » L'histoire nous montre donc que les syndicats s'intéressent aussi au sort de l'ensemble des travailleurs et plus largement de l'ensemble de la population.

10 En effet, dans les années 1930, les syndicats revendiquent des lois du travail, des mesures de sécurité sociale, des allocations familiales, l'assurance-chômage et l'assurance-maladie. Par exemple, le mémoire législatif de l'exécutif provincial du Congrès des métiers et du travail de Montréal présenté au gouvernement du Québec en 1934 contient en germe la plupart des politiques sociales d'aujourd'hui. De même, chaque année à partir des années 1940, les centrales syndicales soumettent des mémoires aux gouvernements fédéral et provincial. Au provincial, les demandes portent sur l'amélioration des lois du travail, sur l'habitation (construction de logements et contrôle du prix des loyers), sur l'éducation (gratuité de l'instruction et fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à seize ans) et sur la mise en place d'un programme universel d'assurance-maladie, etc. Au fédéral, on revendique des améliorations aux lois de l'assurance-chômage, des pensions de vieillesse et des allocations familiales, ainsi que des interventions de l'État dans le but de soutenir la croissance économique et le plein emploi. En 1958, le journal *Le Travail* écrivait que « [t]out citoyen, indépendamment de ses moyens de fortune, a droit à la sécurité sociale du fait même qu'il appartient à la communauté<sup>5</sup> ». On reconnaît donc, dans le système de protection sociale actuel, tant au Québec qu'au Canada, les résultats de ces revendications historiques des syndicats. Elles ont largement inspiré les politiques sociales issues de la Révolution tranquille.

11 Cette tradition explique les révoltes des syndicats contre tout ce qui mine les programmes sociaux. Les vingt dernières années ont été riches en actions pour contrer l'effritement du filet social et élaborer une nouvelle vision politique et sociale fortement marquée par l'implication syndicale dans le développement de l'économie et de l'emploi.

12 En réponse à la crise économique du début des années 1980, où se sont multipliées les fermetures d'usines et les pertes d'emplois, la FTQ a mis sur pied le Fonds de solidarité en 1983. Ce projet était révolutionnaire : il s'agissait de créer un fonds de travailleurs pour maintenir et créer des emplois dans les entreprises québécoises et pour permettre aux travailleurs de se constituer un fonds de retraite. Les retombées du Fonds ne se mesurent pas seulement en emplois créés ou préservés, mais en consolidation du développement économique du Québec, tant sur le plan sectoriel que régional et local<sup>6</sup>, et en création d'une culture de partenariat pour l'emploi grâce à la participation active de représentants des syndicats dans les nombreuses instances de développement régional et local. La formation économique des travailleurs des entreprises où le Fonds a investi a également contribué à la démocratisation de celles-ci. Le Fonds de solidarité est un exemple du type d'intervention syndicale qui a un impact général sur le bien commun de l'ensemble de la population<sup>7</sup>.

13 La bataille des syndicats pour l'équité salariale en est un autre. Elle a contribué à faire prendre conscience des iniquités systémiques dont les femmes sont victimes sur le marché du travail et à réduire les écarts de salaires entre les emplois occupés majoritairement par des hommes et ceux occupés majoritairement par des femmes. La Loi sur l'équité salariale s'applique à toutes les entreprises qui comptent plus de dix salariés. L'équité salariale vise

à réduire l'écart moyen de 30 % entre le revenu des hommes et celui des femmes, et par conséquent, constitue un autre facteur d'égalité sociale.

- 14 Enfin, tout récemment, les syndicats ont mené la bataille contre les modifications de l'article 45 du Code du travail, dans le but d'empêcher la détérioration des conditions de travail. L'article 45 du Code visait à transférer l'accréditation et la convention collective dans le cas de vente ou de sous-traitance. On assurait ainsi la stabilité des conditions de travail des personnes concernées. Le gouvernement du Québec a modifié cet article en abolissant la transmission des droits et obligations liés à la convention collective ; désormais, le sous-traitant n'a plus à respecter les conditions de travail négociées. C'est ce qui est arrivé en 1999 aux téléphonistes de Bell Canada, qui ont perdu leur accréditation syndicale, leur ancienneté, leurs avantages sociaux, et dont le salaire a été réduit de moitié suite au transfert à la compagnie Nordia. Couvertes par le Code canadien du travail, elles passaient à une entreprise régie par le Code du travail du Québec : aucune disposition légale n'obligeait alors le sous-traitant à reconnaître les conditions négociées chez Bell.

## Le discours de la FTQ

- 15 Les actions menées par les syndicats au quotidien pour améliorer les conditions de travail ainsi que les revendications qu'ils portent pour améliorer les lois du travail et les lois sociales reposent sur des valeurs et des idéaux qui se retrouvent dans les discours et les écrits de la FTQ. Ces discours et ces écrits donnent une vision de ce qu'est le bien commun pour les syndicats.
- 16 Il n'y a pas, dans le discours de la de la FTQ, de définition explicite du bien commun. Diffus à travers les statuts de la Fédération, les discours de ses dirigeants et l'évolution de son programme social et politique, la définition de l'idéal syndical se construit au fil de la conjoncture économique, politique et sociale.
- 17 Toutefois, lors du congrès du 17 novembre 1960 à Québec, le président de la FTQ, Roger Provost, utilisait l'expression « bien commun » à deux reprises dans son discours d'ouverture et traduisait les grandes valeurs de la centrale : « La Fédération des travailleurs du Québec qui représente 235 000 ouvriers est l'organisation syndicale la plus grande et la plus importante de cette Province tant par le nombre de syndiqués qu'elle représente, que par le rôle qu'elle s'est donné pour mission de remplir comme organisme de revendication pour les ouvriers et comme organisme d'alerte de l'opinion publique en face de problèmes qui émeuvent, intéressent et inquiètent la population de cette Province. Pour rendre l'opinion publique plus consciente et pour travailler plus efficacement au bien commun, elle croit à la nécessité d'une action concertée avec d'autres organisations populaires [...]. Un peuple se manifeste par ses institutions. La liberté, la sécurité, le bien-être, le développement de ce peuple exigent de ses institutions populaires un éveil constant, un désir toujours plus grand de mettre tout en œuvre pour le bien commun dans un effort commun. »
- 18 C'est dans les statuts de la Fédération que ces valeurs se traduisent. Deux grands objectifs s'en dégagent : il y a, d'une part, les fins plus strictement professionnelles comme « promouvoir les intérêts professionnels de ses affiliés et œuvrer à la promotion sociale, économique, culturelle et politique des travailleurs et travailleuses du Québec »; et il y a, d'autre part, les fins sociales et politiques plus générales comme « combattre toute forme de discrimination », « travailler à l'avènement de la paix dans le monde », « travailler à instaurer au Québec un régime de justice sociale, de dignité de l'individu et de liberté démocratique<sup>8</sup> ». Ces énoncés statutaires restent forcément généraux. Les congrès ont permis de préciser le contenu de ces énoncés en fonction de la conjoncture économique et

politique.

19 C'est ainsi que, le 15<sup>e</sup> congrès de la FTQ, tenu en 1977 sur le thème « Un programme pour maintenant », affirmait que les syndicats ont l'importante responsabilité politique d'assurer non seulement la défense de leurs membres mais aussi celle de l'ensemble de la société. « Le syndicalisme doit toujours répondre à deux pôles d'attraction dans la définition de ses objectifs et le choix de ses moyens d'action. Premièrement, nos organisations syndicales tentent quotidiennement, par les luttes dans les entreprises, de tirer le meilleur parti de la condition que nous impose le régime économique ; il s'agit de minimiser les dégâts et de tenter, par notre force collective, d'arracher aux employeurs un revenu convenable, des conditions de travail acceptables. De même, par des pressions constantes sur les gouvernements, quels qu'ils soient, le mouvement syndical a tenté d'obtenir, et souvent réussi à faire adopter, des législations faisant avancer la justice sociale<sup>9</sup>. »

20 Ce congrès présentait les bases du projet de société de la FTQ, « le socialisme démocratique », qui s'articulait autour des cinq grandes revendications suivantes : 1) contrôle accru de la collectivité sur les moyens de production ; 2) organisation politique démocratique favorisant l'expression des libertés individuelles et collectives ; 3) régime social permettant un accès égalitaire à tous les biens sociaux fondamentaux : éducation à tous les niveaux, santé, logement, travail, revenu ; 4) régime économique axé sur la satisfaction des besoins de la population et le progrès matériel du plus grand nombre ; 5) type de développement économique qui tient compte, dans son évolution, de la nécessité de protéger et d'améliorer sans cesse la qualité de la vie.

21 Dix ans plus tard, le congrès de 1987, sur le thème « Pour une société à notre mesure », définissait les grands principes à la base du projet de société de la FTQ. Solidarité, dignité humaine, prédominance du social sur l'économique, lutte contre les inégalités, démocratie, sont ici les valeurs qui définissent les contours du bien commun : « Dans la tradition sociale-démocrate, le sens même du regroupement des hommes et des femmes en communautés et en sociétés ne peut être que de rechercher une meilleure qualité de vie pour l'ensemble de la population ainsi qu'une meilleure satisfaction des besoins individuels et collectifs<sup>10</sup>. »

22 Ce projet de société se présentait comme suit : mise sur pied d'une société sociale-démocrate, développement économique concerté et coordonné, plus grande reconnaissance du syndicalisme dans les instances de décision en particulier en ce qui concerne la main-d'œuvre et la santé et la sécurité du travail. Ce projet faisait une place importante à l'État pour atténuer les inégalités (discrimination, précarisation, fardeau fiscal, etc.), pour favoriser la recherche du plein emploi en coordonnant le développement économique et pour soutenir la démocratie.

23 En 1991, c'est sur le thème « Pour un Québec des solidarités<sup>11</sup> » que la FTQ précisait les composantes économiques de son projet de société syndical. Face à une société de chômage et d'inégalités, la FTQ proposait de mettre en place une véritable politique de plein emploi qui supposait de faire du plein emploi un objectif prioritaire, de rapatrier au Québec le contrôle économique et de mettre en place des mécanismes de concertation. Face au désengagement de l'État, la FTQ proposait d'assurer un environnement économique stable et favorable par des politiques monétaires de bas taux d'intérêt, un dollar moins élevé et une réforme fiscale fondée sur une plus grande progressivité de l'impôt ; de faire de l'État le catalyseur du développement industriel entre autres par l'harmonisation des politiques d'aide à l'entreprise, par l'investissement dans les infrastructures, par le contrôle des ressources et du développement ; et de soutenir les personnes sans emploi par des améliorations substantielles aux politiques de main-d'œuvre. Face au constat du Conseil des affaires sociales sur les inégalités importantes

entre les régions du Québec telles que décrites dans *Deux Québec dans un*<sup>12</sup>, la FTQ proposait, d'une part, la mise en place d'une politique de développement régional qui inclut des lieux de concertation munis de pouvoirs ; d'autre part, des améliorations aux infrastructures de transport et de communication, des fonds d'investissement régionaux, des projets de création d'emploi.

- 24      Comment la pratique et le discours syndical contribuent-ils au bien commun ? Par la défense des membres et la négociation de salaires et de conditions de travail décents nécessaires à la subsistance des travailleurs et de leur famille, par les revendications pour des lois et des politiques sociales pour l'ensemble de la population, par la promotion des valeurs de liberté, de sécurité, de bien-être, de dignité humaine, d'égalité, de justice, de solidarité, par la pratique démocratique et l'inclusion de tous, le mouvement syndical vise le bien commun. Ces actions s'insèrent aisément dans la définition générale du bien commun résultant de la fusion des définitions du dictionnaire, soit « les choses matérielles et les droits qui, avantageux, utiles et justes pour le plus grand nombre de personnes, se font à plusieurs, ensemble ». Plus largement, le mouvement syndical a toujours revendiqué que l'économie soit au service de la satisfaction des besoins et du bien-être du plus grand nombre, que l'accès aux biens sociaux fondamentaux soit plus égalitaire, que la démocratie et la concertation des acteurs sociaux soit le principe organisateur.

## **Le mouvement syndical dans la tradition des droits de l'homme**

- 25      De quelle façon la communauté internationale a-t-elle défini le bien commun ? La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, adoptée par l'Organisation des Nations unies, fixe les paramètres « de l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations ». Cet idéal est ambitieux et suppose un monde qui se donne les moyens d'en assurer la réalisation. L'article premier le définit ainsi : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. » Les articles suivants précisent le contenu de cet idéal. D'autres articles définissent particulièrement bien des droits qui correspondent au projet social et politique des syndicats. Il s'agit des articles 21 à 26, qui portent respectivement sur le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, le droit à la sécurité sociale, le droit au travail, le droit à une rémunération équitable et satisfaisante, le droit de fonder des syndicats, le droit au repos et aux loisirs et le droit à l'éducation.

- 26      C'est à l'Organisation internationale du travail (OIT)<sup>13</sup> que ces droits ont été élaborés par des comités paritaires dans des conventions que les pays ratifient. Depuis 1998, l'OIT fait la promotion de la Déclaration sur les principes fondamentaux et les droits au travail qui a pour but de « construire un plancher social sur lequel puisse s'appuyer l'économie mondiale ». La Déclaration « s'appuie sur huit conventions de base de l'OIT qui couvrent les droits élémentaires des travailleurs, soit : interdiction du travail forcé et du travail des enfants, liberté syndicale, liberté d'association, droit à la négociation collective, rémunération égale pour travail égal et suppression de la discrimination sur le plan de l'embauche<sup>14</sup> ». Le programme porte en lui la notion de « bien commun au travail », c'est-à-dire ce minimum de conditions pour assurer la dignité des hommes, des femmes et des enfants qui travaillent. Les syndicats sont l'instrument le plus approprié pour faire appliquer ces droits.

- 27      Si cette déclaration se présente comme un minimum, l'OIT propose une définition du

« travail décent » qui respecte la dignité des hommes et des femmes et qui tient compte des divers contextes économiques, sociaux et culturels sur la planète. Dans son rapport à la Conférence internationale du travail de juin 2001, son directeur général, Juan Somavía, propose une définition qui parle d'avenir, d'égalité, d'emploi, de santé, d'espoir de sortir de la pauvreté : « Partout et pour tout le monde, travail décent est synonyme de dignité humaine. Mais, pour que la réalité et les aspirations se rejoignent, il faut nous attaquer au problème du déficit de travail décent dans le monde, qui se traduit par l'insuffisance des possibilités d'emploi, de la protection sociale, par le déni des droits des travailleurs et l'absence de dialogue social. C'est l'écart qui existe entre le monde dans lequel nous travaillons et l'espoir d'une vie meilleure<sup>15</sup>. »

- 28 L'Organisation des Nations unies et l'Organisation internationale du travail ont précisé les contours d'un idéal du bien commun, idéal fondé sur la reconnaissance du statut d'être humain « doué de raison et de conscience » et sur le respect de la vie et de la dignité humaine. Une dignité qui passe par un certain nombre de droits sociaux, dont le droit au travail décent, le droit à l'éducation et le droit d'association au travail dans un syndicat.

## Le privé et le commun

- 29 Le bien commun, c'est ce qui est essentiel à la vie et à la dignité des êtres humains partout dans le monde : la terre, l'air, l'eau, la nourriture, l'habitat, les vêtements, les droits... Bref, c'est « l'accès aux ressources vitales », selon l'expression de Sylvie Paquerot<sup>16</sup>. En réalité, les richesses du monde sont accaparées par une minorité de plus en plus riche qui laisse sur le pavé une majorité de plus en plus pauvre. Nous vivons à l'ère du « bien privé » et non à l'ère du « bien commun ». Une partie importante de l'humanité est dépouillée du droit de vivre décemment. Si c'est criant dans les pays du Sud, c'est aussi vrai dans les ghettos pauvres des pays du Nord. La plus grande interdépendance entre les sept milliards d'êtres humains qui habitent cette planète rend plus nécessaire que jamais la construction d'un véritable « bien commun » qui voit à améliorer la vie des plus démunis de la planète, à la survie de l'humanité et à la préservation de la terre comme lieu de vie partagé.

- 30 La terre est sans doute le bien commun qui est devenu bien privé le plus tôt dans l'histoire de l'humanité. À cet égard, il est intéressant de revenir à ces quelques lignes du *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité* de Jean-Jacques Rousseau : « Le premier qui ayant enclos un terrain, s'avisa de dire, ceci est à moi, et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres de meurtres, que de misères et d'horreurs, n'eût point épargné au Genre-humain celui qui arrachant les pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables : Gardez-vous d'écouter cet imposteur. Vous êtes perdus, si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la Terre n'est à personne<sup>17</sup>. »

- 31 La propriété de la terre est depuis longtemps affaire privée. Cela dépouille de vastes populations de leurs moyens de subsistance à l'exemple des paysans du Chiapas qui résistent pourtant tant bien que mal à l'expropriation des terres communes. L'eau est en voie de connaître le même sort. Considérée comme une marchandise, un bien que l'on peut vendre et acheter, l'eau devient moins accessible aux plus pauvres de la planète qui ne peuvent la payer. Comme l'écrit Sylvie Paquerot : « Dans le droit international, l'utilisation de l'eau n'est pas soumise à hiérarchie et donc aucune priorité n'est accordée aux besoins humains et à ceux des écosystèmes<sup>18</sup>. » Elle définit trois champs de bien commun qui font accéder les êtres humains à la dignité d'êtres « doués de raison et de conscience » : la paix, les droits humains et l'environnement. Sous le vocable de

« patrimoine commun de l'humanité », ces biens communs consacrent que l'économique doit être subordonné à l'humain et au social, que le long terme doit prévaloir sur les intérêts à court terme. C'est ce que montre aussi la cinéaste Carole Poliquin dans son film *Le bien commun, l'assaut final*, où non seulement l'eau, mais le génome des plantes et des humains deviennent aussi des « biens économiques » que l'on s'approprie privément.

- 32 Ce sont ces valeurs qui doivent guider les décisions entre ce qui doit être assumé « en commun », publiquement et ce qui peut être privé, « à usage exclusif ». C'est certes l'objet de débats et de conflits. Dans l'esprit des valeurs fondamentales qui permettent la survie de l'humanité entière, la suprématie du social sur l'économique est fondamentale. Bref, le bien commun c'est l'accès le plus égalitaire possible aux biens nécessaires à la survie, à la protection sociale, un développement économique axé sur la réponse aux besoins du plus grand nombre et sur l'amélioration de la qualité de vie.

## Penser le bien commun en commun

- 33 Penser le bien commun, c'est penser les moyens de combler le fossé qui sépare les valeurs les plus fondamentales de l'humanité énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et la réalité. Pour les syndicats, penser le bien commun au travail, c'est penser les moyens de combler le fossé entre l'idéal du travail décent et la réalité du travail. Là où il y a des syndicats libres, il y a généralement moins d'exploitation, moins d'inégalités sociales et des régimes politiques démocratiques. En ce sens, le bien commun au travail est un pilier pour le bien commun général.

- 34 Penser le bien commun, c'est aussi le penser avec les autres, c'est ne pas oublier que l'autre est aussi humain, c'est assurer la dignité humaine, la justice sociale et la solidarité. On ne peut donc laisser à une minorité le soin de décider du bien commun. Le bien commun doit être défini « de concert », c'est-à-dire « par le plus grand nombre plutôt que par une élite ». Sur le plan mondial, cela signifie l'inclusion des êtres humains qui vivent dans les pays du Sud et qui font partie des deux tiers de l'humanité démunie et sans voix. Au Nord, cela signifie l'inclusion des plus pauvres de la société civile.

- 35 En ce sens, on ne peut concevoir de bien commun sans démocratie. Sa définition peut varier selon les cultures, mais elle doit inclure tous les êtres humains comme des citoyens de ce monde. Cela suppose des mécanismes de dialogue permettant que se construise cette définition commune. Les mécanismes démocratiques, et particulièrement ceux qu'on a adoptés au Québec au cours des deux dernières décennies, les tables de concertation sectorielles, régionales et nationales, sont un bon moyen pour s'entendre sur une définition commune du bien commun. À cet égard, le Québec a intégré une culture de partenariat qui a créé une société plus égalitaire. Mais sur le plan mondial, cette culture est inexistante et les inégalités criantes. Or, « il est impossible de parler d'un Bien commun sans la création d'une sphère publique internationale. Nous avons besoin d'une multiplicité d'acteurs pour discuter sur le contenu du Bien commun, au-delà des intérêts strictement privés<sup>19</sup>. »

- 36 Il n'y a pas de consensus planétaire sur le partage de la richesse. C'est par des luttes souvent très dures que les ouvriers des manufactures du dix-neuvième siècle ont gagné des conditions de travail décentes et par là-même leur dignité. C'est aussi par des luttes que les hommes et les femmes privés de tout vont pouvoir accéder au droit à une vie décente. Dans cette lutte qui va s'intensifier si rien n'est fait pour assurer que le bien commun triomphe des « intérêts particuliers », les syndicats jouent un rôle de premier plan. Par les actions qu'ils mènent depuis plus d'un siècle pour améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs. Par la construction d'une culture démocratique dans leurs

structures de décision. Par la formation qu'ils dispensent. Par la participation citoyenne à laquelle ils contribuent.

---

## Notes

- 1 J. Rouillard, *Histoire du syndicalisme au Québec*, Montréal, Boréal, 1989, p. 91 et 92.
- 2 Je n'entrerais pas ici dans les subtilités juridiques des diverses lois qui s'appliquent aux travailleurs du Québec car il y en a plusieurs. Les membres de la FTQ sont couverts par diverses lois, la majorité étant régies par le Code du travail du Québec. Retenons ici l'idée qu'il y a un encadrement juridique des relations du travail et que les syndicats ont des droits et des obligations en vertu de ces lois.
- 3 J. Rouillard, *op. cit.*, p. 183.
- 4 *Ibid.*, p. 53.
- 5 Cité dans *ibid.*, p. 257.
- 6 Les fonds régionaux, les fonds locaux, appelés solide, et les fonds sectoriels sont les instruments de ces interventions.
- 7 C'est ce que montre l'étude menée en 2000 sur le Fonds de solidarité FTQ par le Centre de recherche sur les innovations sociales dans l'économie sociale, les entreprises et les syndicats (CRISE): *Un cas exemplaire de nouvelle gouvernance*, Fonds de solidarité FTQ, avril 2000.
- 8 FTQ, *Les statuts de la FTQ*, amendés au 26e congrès tenu à Québec du 26 au 30 novembre 2001, chap. ii, p. 4-5.
- 9 FTQ, *Un programme pour maintenant. La responsabilité politique de la FTQ*, 15e congrès, du 28 novembre au 2 décembre 1977, p. 24 et 25.
- 10 FTQ, *Pour une société à notre mesure*, 20e congrès, 30 novembre au 4 décembre 1987, p. 33.
- 11 FTQ, *Pour un Québec des solidarités*, 22e congrès, 25 au 29 novembre 1991.
- 12 Conseil des affaires sociales, *Deux Québec dans un*, rapport sur le développement social et démographique, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1989.
- 13 Créée en 1919, l'Organisation internationale du travail est la seule organisation à représenter directement les partenaires sociaux, puisque fondée sur le tripartisme. L'organe législatif regroupe l'État, les syndicats et le patronat.
- 14 Entrevue avec Juan Somavía, directeur général de l'Organisation internationale du travail, réalisée par Diane Bellemare, « L'Organisation internationale du travail : pour la promotion de l'emploi, du travail décent et de la justice sociale », *La minute de l'emploi*, vol. 4, no 6, novembre 2001, p. 3. Les conventions en question sont les suivantes : convention 29 sur le travail forcé (1930), convention 87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (1948), convention 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective (1949), convention 100 sur l'égalité de rémunération (1951), convention 105 sur l'abolition du travail forcé (1957), convention 111 sur la discrimination – emploi et profession – (1958), convention 138 sur l'âge minimum (1973) et convention 182 sur les pires formes de travail des enfants (1999).
- 15 Le rapport de Juan Somavía s'intitule « Réduire le déficit de travail décent – un défi mondial » ; un extrait est cité dans *ibid.*, p. 10.
- 16 S. Paquerot, « L'accès aux ressources vitales, biens communs, condition de mise en œuvre des droits humains : l'exemple de l'eau », dans *ibid.*
- 17 J.-J. Rousseau, *L'origine de l'inégalité entre les hommes*, Paris, Gallimard, « Idées », 1965, p. 87.
- 18 S. Paquerot, art. cité.
- 19 I. Duplessis, « Les manifestations du tripartisme à l'OIT à travers ses mécanismes de contrôle », dans *Le bien commun comme réponse politique à la mondialisation*, rapport de synthèse, Centre études internationales et mondialisation, université du Québec à Montréal, janvier 2002.

---

## ***Pour citer cet article***

### *Référence électronique*

France Laurendeau , « Le bien commun : une vision syndicale », *Éthique publique* [En ligne], vol. 6, n° 1 | 2004, mis en ligne le 30 décembre 2015, consulté le 06 juin 2017. URL : <http://ethiquepublique.revues.org/2051> ; DOI : 10.4000/ethiquepublique.2051

---

## ***Auteur***

### **France Laurendeau**

France Laurendeau est conseillère syndicale à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec.

---

## ***Droits d'auteur***

Tous droits réservés